



Le personnel éducatif du collège Arthur Rimbaud, réuni en assemblée générale ce lundi 22 avril 2024, tient à rendre publics un certain nombre de points, sous couvert de ses représentants syndicaux :

Nous avons toutes et tous été dévasté.es par ce qui est arrivé à Samara, choqué.es de constater que des collégiens étaient capables de telles violences. Si nous sommes soulagé.es de savoir que ses jours ne sont plus en danger, nous sommes bien évidemment préoccupé.es par les séquelles physiques et morales qui en résultent inévitablement.

Nous sommes profondément indigné.es par les déclarations diffamatoires véhiculées par la majorité des médias et des réseaux sociaux, par la famille de Samara et son avocat, indigné.es par le silence accusateur de notre ministère et par les récupérations politiques qui font peu de cas de la vérité et nuisent injustement à la réputation de notre établissement.

Cette honteuse campagne de calomnies ne nous permet plus de nous taire.

Nous avons souhaité jusqu'à ce jour garder le silence, par respect pour Samara, dont le rétablissement était la priorité, pour laisser l'enquête se dérouler le plus objectivement possible, mais également afin de prendre le recul nécessaire pour nous interroger sur ce qui a conduit à un tel drame et sur ce que nous aurions pu faire de plus ou différemment pour l'éviter. Nul besoin d'accusations médiatiques ou médiatisées pour cela, notre simple conscience professionnelle nous y oblige.

Nous étions également depuis le 3 avril dans l'attente d'une communication officielle de la part de notre institution, qui aurait reconnu et salué le travail accompli au quotidien par nos équipes et nous aurait témoigné sa confiance dans l'attente des résultats des enquêtes en cours, mais cette communication officielle de la part de la rectrice arrive bien tard, et n'est que très partiellement relayée par la presse, qui n'a souvent pas jugé utile de rendre public le fait qu'elle renouvelait toute sa « confiance aux équipes du collège Arthur Rimbaud : des hommes et des femmes particulièrement engagés qui exercent leur métier avec conviction ». Le mal médiatique est fait. Les résultats des enquêtes en cours permettront, nous l'espérons, de connaître entièrement les faits, mais nous pouvons cependant d'ores et déjà affirmer que n'avons pas à rougir de notre action collective et tenons désormais à démentir un certain nombre de déclarations calomnieuses :

Non, l'agression de Samara ne s'est pas déroulée « devant les grilles » de l'établissement, comme la plupart des médias l'ont relayé, mais bien à plus de 200 mètres de l'entrée du collège, hors de la vue de tout personnel.

Non, le collège Arthur Rimbaud ne fait pas « rien » face au phénomène de harcèlement qui sévit malheureusement dans tous les collèges de France et même au-delà. Tous les adultes (agents, personnels de vie scolaire, de santé, enseignants, etc...) sont au contraire particulièrement préoccupés, actifs et investis au quotidien dans le climat scolaire, le bien-être, la réussite et -bien-sûr- la sécurité de nos élèves. Le retour d'expérience de nombreux enfants ayant été pris en charge par le dispositif pHARe au sein du collège en atteste, de même que les sanctions déjà prises dans l'établissement pour des manquements au respect de chacun. Plusieurs représentations de théâtre-forum exclusivement centrées sur cette thématique ont d'ailleurs été organisées au sein du collège au mois de mars 2024, afin de permettre aux élèves de s'exprimer librement sur ce sujet. Nous avons toujours été à la disposition des parents qui souhaitent nous rencontrer et nous faire part de leurs préoccupations et sommes donc profondément choqués par les accusations graves et infondées de la mère de Samara, qui pointe notre prétendue inaction et notre indifférence alors même que nous avons jusqu'au 2 avril des contacts réguliers et tout à fait cordiaux avec elle.

Non, nous ne sommes pas des personnels démissionnaires, comme certains médias ont voulu le faire croire, mais n'avons cessé de porter des projets ambitieux, à la hauteur de nos élèves, qui s'avèrent bien différents du portrait honteusement caricatural qui en a été dressé et se sont bien plus souvent montrés acteurs de leur réussite et de celle de leurs pairs que des faits répétés de violence auxquels on les a injustement réduits. C'est dans cet esprit qu'ont entre autres été organisés la semaine olympique, qui a mis en selle, plusieurs années consécutives, les 850 élèves de notre établissement, pour pédaler de notre quartier à la plage (42 km aller-retour), la fête de la lecture, celle des langues, le temps fort de la journée du 8 mars, venu ponctuer un travail interdisciplinaire autour de l'égalité de genres, des projets en partenariat avec l'Opéra de Montpellier, des chorégraphes, des musiciens, des artistes plasticiens, des auteurs et bien d'autres événements culturels, qui marquent depuis des années l'histoire de notre établissement, dont l'effectif est passé en 3 ans seulement de 650 à 850 élèves à moyens constants, preuve s'il en est de la confiance qui nous a été accordée par nombre de parents. Notre taux de réussite au DNB nous place d'ailleurs en tête des résultats obtenus par les établissements situés en zone d'éducation prioritaire à Montpellier.

Non, il n'y a pas et il n'y aura jamais d'« omerta dans ce collège », comme l'a encore dernièrement déclaré la mère de Samara (*Métropolitain*, 15 avril 2024). Non, la direction ni aucun personnel n'a jamais « dissimulé » de faits de violence au sein du collège

(*Métropolitain*, 15 avril 2024) et ces dénonciations calomnieuses ne pourront désormais plus être prononcées sans que nous réagissions, tant elles sont éloignées de notre action au quotidien.

Oui, nous travaillons dans des conditions parfois difficiles et faisons au mieux avec l'insuffisance des moyens humains qui nous ont été donnés (une seule assistante sociale, présente seulement deux jours par semaine pour un collège REP + de 850 élèves, aucun agent de prévention, malgré nos demandes réitérées...), mais jamais aucun de nous n'a considéré que sa mission prenait fin lorsque la cloche sonnait ou que la grille se refermait, et c'est pure diffamation que d'affirmer cela.

Certes, nous considérons comme primordiale notre action en matière d'éducation et de prévention face à la dangerosité des réseaux sociaux mais ne pouvons certainement pas assumer l'entière responsabilité de leur usage et des retombées dramatiques qu'ils peuvent avoir sur nos élèves, tant cette problématique dépasse le cadre strict du collège et nécessite un travail en collaboration avec de multiples acteurs, en premier lieu les familles.

Nous déplorons cette honteuse campagne de diffamation et l'absence d'une communication officielle reconnaissant le sérieux et le professionnalisme de notre travail d'équipe au quotidien, de la part de notre ministre, qui a simplement assuré que « son bras ne trembler[ait] pas ». Nous ne remettons en aucun cas en cause la légitimité de l'enquête administrative qu'elle a diligentée, dont les premiers résultats attestent d'ailleurs que nos équipes « sui[vaient] de près » la situation de la jeune Samara -, mais n'avons pu ce jour envisager une reprise des enseignements au sein du collège, tant ces propos ministériels sonnent encore pour nous comme un profond désaveu.

Fort heureusement, nous avons reçu le soutien de nombreux parents d'élèves - notamment par l'intermédiaire de leurs représentants - qui réaffirment leur confiance en notre travail auprès de leurs enfants et ont rendu public un communiqué en ce sens : « Le collège [Arthur Rimbaud] a toujours été un lieu d'apprentissage respecté et aimé, avec une équipe éducative dévouée qui travaille sans relâche pour offrir une éducation de qualité à nos enfants ». Nous les en remercions vivement.